



RÉUNIE EN CONGRÈS À MARTIGUES Une CGT 13 qui se veut toujours à l'offensive

Près de 600 délégués ont fait le déplacement à la Halle de Martigues pour trois jours de congrès départemental. L'occasion d'évoquer la place du syndicat dans le monde du travail, mais pas que. P.5

La Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal
le plus
chanté
de France

HAUSSES DES SALAIRES Le 49.3 de la rue



Des milliers de personnes ont manifesté à Martigues, Avignon, Toulon, Draguignan et Marseille à l'appel d'une intersyndicale emmenée par la CGT. P.2 à 5

zébuline
#ZBLN
Cultural Populaire Inter Rhône

Zébuline l'hebdo
TOUTE L'ACTUALITÉ CULTURELLE

- ♦ Au Mucem les Amitiés créatives se dévoilent
- ♦ Festival En Ribambelle !
- ♦ Festival Instants vidéo
- ♦ Nederlands Dans Theater

Supplément détachable de 16 pages offert avec votre journal

MARSEILLE



De l'emploi au Plan d'Aou

La Sodexo a organisé une opération recrutement au Café des femmes pour pourvoir 72 postes en CDI. Les postulantes ont répondu présent. P.8

ENTRETIEN

Trop chers cabinets

Le Sénat étudie une proposition de loi sur le recours par l'État aux cabinets de conseil. Le point avec Éliane Assassi, sénatrice PCF auteure d'un rapport sur le sujet. P.13



ÉDITORIAL

Léo Purguette

Le 49.3 de la rue

● 300 000 dans la rue mardi. Le succès de l'appel à la grève et à la mobilisation témoigne de l'importance prise par la question de la hausse des salaires dans un monde du travail confronté à une inflation galopante.

Le gouvernement qui travaille à diviser les Français en soufflant sur les braises de l'exaspération provoquée par la pénurie de carburants, n'a pas pour autant réussi à gommer dans les consciences les profondes injustices induites par l'existence de super-profits.

Le patron de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, dont l'entreprise a versé 2,6 milliards d'euros de dividendes exceptionnels, a choisi ce jour de mobilisation pour justifier son augmentation de salaire de 52 % en 2021. Il explique dans un tweet que c'est parce que sa rémunération avait été en repli en 2020. Le même tweet nous apprend qu'il a touché à lui tout seul 27 millions d'euros en 5 ans, soit 1 730 années de Smic. Des chiffres d'une rare indécence.

RN disqualifié

Dans ces conditions, le gouvernement ne peut se contenter d'appeler mollement les entreprises bénéficiaires à augmenter les salaires. Il doit ouvrir une conférence nationale sur la question et commencer par actionner le premier levier dont il dispose : le Smic. Alors qu'il se prépare à utiliser l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer en force son budget, il doit entendre le 49.3 de la rue, qui s'est exprimé avec force.

Dans l'opposition, l'extrême droite qui s'est opposée à la hausse du Smic est disqualifiée, les gauches, elles, doivent pousser de toutes leurs forces pour défendre l'intérêt de ceux dont elles se réclament. Dans les Bouches-du-Rhône, la mobilisation de samedi à 10h à Marseille (Réformés) sera l'occasion d'en faire la démonstration.

Des milliers dans la

« Il y aura des suites » a déclaré mardi le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, au terme d'une forte mobilisation pour cette journée de grève interprofessionnelle lancée par plusieurs organisations syndicales, avec environ 150 points

de rassemblement organisés en France, selon les syndicats. « On a dit qu'il fallait que ce soit un mouvement qui s'inscrive dans le temps parce que pour l'instant, il n'y a pas assez de réponses aux revendications », a-t-il indiqué.

MARTIGUES. L'union intersyndicale fait la force

Tous les rassemblements organisés ce matin ont été des succès, nous avons pris le chemin de la gagne et rien ne nous arrêtera. » Olivier Mateu, secrétaire général de l'UD CGT 13, s'impose en meneur d'hommes sur le rond-point de la halle de Martigues mardi 18 octobre.

Il est midi, les quelque 700 représentants présents au congrès de l'UD CGT 13 quittent pour un temps la halle pour se joindre aux manifestants. Au total, 2 000 personnes (selon la préfecture) ont répondu à l'appel de rassemblement de l'UD CGT et de la FSU 13. Des délégations intersyndicales venues de tout le département se regroupent sur un fond musical de HK & Les saltimbanks. Sont par exemple représentés la CGT Éducation de La Ciotat, la FSU Port-de-Bouc ou encore le syndicat CGT Ouvriers Docks du port de Fos. Tous sont mobilisés pour une hausse des salaires, mais aussi pour faire valoir le droit de grève.

Emmanuel Lépine, secrétaire général de la Fédération professionnelle de pétrole de la CGT, prend le micro et annonce fièrement : « Le monde entier nous regarde, c'est le moment de faire grandir le rapport de force, appuyons-nous sur nos victoires passées parce qu'aujourd'hui, l'ensemble du monde du travail s'est réveillé. »

Les travailleurs des raffineries en porte-drapeau

Comme un symbole, c'est Lionel Arbiol, délégué syndical du site EssoExxonmobil de Fos-sur-Mer, dont le mouvement de grève a cessé la semaine dernière, qui poursuit l'introduction : « J'ai une pensée particulière pour mes camara-

des de Total qui subissent des réquisitions qui sont de véritables déclarations de guerre, notre combat est légitime, il faut le faire savoir, car l'avenir appartient à ceux qui luttent. »

Quelques minutes plus tard, Fabien Cros, délégué syndical de Total La Mède, toujours en grève, appuie les propos de son collègue et motive les troupes : « Nous avons mis les inégalités salariales au cœur de ce combat, il faut poursuivre ainsi, regardez ce qu'on a accompli en 3 semaines, on est capables de mettre n'importe qui à genoux, soyons convaincus de ça. »

Les encouragements fusent. Au milieu de la foule compacte, Valérie Zeika Dussol, secrétaire générale FSU de Martigues met en perspective les revendications des différents syndicats présents aujourd'hui avec l'absence de débats provoquée par le patronat : « De notre côté, ça fait quelque temps que l'on demande une revalorisation de 10 % qui serait simplement à hauteur de l'inflation et on nous propose simplement 3,5 %, on appelle ça une offre à la hauteur du mépris. »

À travers ces rejets, Olivier Mateu a le sentiment que « les travailleurs paient les pots cassés du gouvernement en plus d'être méprisés par leurs employeurs. » Le représentant départemental de la CGT, conclut le rassemblement : « Chaque centime volé doit être récupéré, et n'ayez crainte, la peur va changer de camp. »

Marwan Nabli

L'UD CGT 13 appelle à une nouvelle mobilisation le 22 octobre contre la vie chère à 14h au départ du métro Réformés Cannebière à Marseille

AVIGNON. Le droit de grève dans la peau

Devant la Cité administrative cours Jean-Jaurès, le cortège, de près de 3 000 personnes, n'est pas encore parti que la foule scande : « Non à la réquisition, pas touche au droit de grève ! ». Au-delà de la question des salaires et des pensions de retraite, la défense du droit de grève s'est ajoutée aux revendications par la grâce d'un « gouvernement coutumier du fait pour qui tous les moyens sont bons pour empêcher l'expression légitime des salariés et des organisations syndicales dans leurs combats », indique Jean-Luc Bonnal, secrétaire de l'Union départementale FO de Vaucluse.

Sur les pancartes, les banderoles ou dans les discours, la manifestation avignonnaise est remontée contre les réquisitions dans les raffineries. « Quand vous avez un gouvernement dont la seule solution est l'entrave au droit de grève, cela entraîne une réaction immédiate », poursuit le responsable FO.

À ses côtés, Fred Laurent, son homologue de la CGT, embraye : « Nous ne sommes pas des délinquants nous appliquons notre droit, gagné de haute lutte par nos anciens, parfois dans le sang. Le droit de grève est fortement attaqué depuis des années, que ce soit avec les cheminots qui doivent se déclarer une semaine avant ou les effectifs hospitaliers qui doivent assurer un service minimum ». Et de s'inquiéter d'une plausible dérive, « si demain on décide d'interdire les grèves dans les services dits essentiels ».

« On veut étouffer les luttes sociales en passant en force »

« On sent qu'il y a des pressions pour contrecarrer les grèves notamment sur le secteur de l'énergie », relève Benoît Sautecœur, co-secrétaire départemental Solidaires des finances publiques. Co-secrétaire du SNUipp-FSU, Nicolas Odinet, insiste sur le fait que « le droit de grève n'a absolument

pas à être jugé, ce n'est pas le rôle d'un gouvernement qui, au lieu de sortir ses gros bras et d'aller sur un terrain qui n'est pas le sien, ferait mieux de maintenir la cohésion sociale et de ne pas souffler sur les braises ». « La grève permet, au moment d'entamer les négociations, de peser et conquérir de nouveaux droits », estime Fred Laurent.

Tout en moquant le « deux poids deux mesures » d'un gouvernement « sans accord majoritaire et qui passe par le 49.3 alors qu'il appelle à arrêter la grève sous prétexte d'un accord majoritaire dans les raffineries », Benoît Sautecœur constate « qu'on veut étouffer les luttes sociales en passant en force en essayant de mettre les citoyens à dos des syndicats ». De quoi tuer dans l'œuf toute volonté de faire grève ? « Oui, mais ce qui décourage surtout, c'est le pouvoir d'achat, beaucoup ne se mettent pas en grève car ils sont pris à la gorge. »

Florent de Corbier



À AVIGNON

à rue pour les salaires

À MARTIGUES



Le 49.3 pour passer le budget « probablement » aujourd'hui

Le recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, pour faire adopter le budget 2023 sans vote sauf motion de censure, pourrait être dégainé « probablement » mercredi, dernier jour d'examen prévu de la partie recettes, a indiqué mardi le porte-parole du gouvernement Olivier Véran.

Privés de majorité absolue, les macronistes et le gouvernement enchaînent les défaites sur le sujet. « Il n'y aura pas de prime à l'échappée solitaire » dans la majorité, a recadré mardi Élisabeth Borne qui ne veut pas de l'amendement MoDem de taxation des « superdividendes » des grandes entreprises, pourtant approuvé par l'Assemblée la semaine dernière.



Élisabeth Borne a préparé le terrain mardi. PHOTO AFP



À TOULON

À DRAGUIGNAN



Près de 300 personnes ont également manifesté à Draguignan hier sur le Boulevard Georges Clemenceau. PHOTO DR

TOULON. Le combat va s'amplifier

C'est le ras-le-bol qui s'exprime, ça va déclencher quelque chose d'encore plus grand», lâche Pierre Peretti, un ancien de chez Carrefour, aujourd'hui au chômage après 26 ans de boîte. Il est à peine 10h et déjà plus de 500 personnes sont rassemblées sur le parvis de la gare de Toulon à l'appel des syndicats CGT, SUD et FSU. De toute évidence, la journée de mobilisation est partie pour être une réussite et appeler à des lendemains.

« Pour un début c'est remarquable, surtout qu'on a eu des délais très courts de prévenance », confirme Olivier Gérard (CGT Educ Action).

« Pour qu'un appel à la grève interprofessionnel tombe si rapidement, il faut qu'il y ait un très gros problème », relève de son côté Pascal Brun, le secrétaire général de Sud en précisant que « si aujourd'hui est une date de convergence avec un appel national, ça fait des semaines que dans les entreprises, dans les établissements publics il y a des mouvements revendicatifs et des grèves pour l'augmen-

tation des salaires ». Pour poursuivre ce mouvement de fond, il appelle les salariés à discuter dans les entreprises, les services.

Dans la foule, un peu plus loin, Michel Fortuna (FSU), explique que « la situation est assez explosive parce qu'il y a des revendications légitimes portées dans tous les secteurs, une grosse difficulté au niveau du pouvoir d'achat et un gouvernement qui reste droit dans ses bottes ».

Le secrétaire général de la CGT Arsenal, Didier Quattropani, prévient : « Ce qui nous a été refusé en juillet à l'Assemblée nationale nous allons aller le chercher ».

« La contestation mérite qu'il y ait une unité syndicale », tranche ensuite Anne, syndiquée à FO, une organisation syndicale qui n'a pas appelé à la mobilisation dans le Var.

Le secrétaire général de la CGT Olivier Masini le dit sans détour : « On est dans la prolongation du 29 septembre pour répondre à l'urgence sociale d'augmentation des salaires, avec l'ambition de créer les

conditions pour généraliser la grève. Il y a une dynamique et une volonté d'aller au bout. » La question que chacun doit se poser pour se positionner étant, poursuit-il : « Est-ce que mon salaire me permet de vivre dignement, de pouvoir couvrir les dépenses incompressibles... ? » Et de conclure : « À moins d'être actionnaires du CAC 40 aujourd'hui tout le monde doit se mobiliser. » En attendant, le cortège regroupe maintenant 3 000 manifestants sur le boulevard de Strasbourg.

« Pour que le mouvement s'amplifie on va faire en sorte d'aller rencontrer les salariés qui ne sont pas grévistes aujourd'hui », explique Emmanuel Trigo, le secrétaire général de la FSU. « Quand on passe dans les établissements scolaires ou dans les services, on constate que nos analyses, nos revendications sont largement partagées. Il nous faut un cap passer un cap et les mettre en action », conclut-il, en prévoyant que « la prochaine étape viendra sans trop tarder ».

Thierry Turpin



FO fait bloc devant la préfecture

Les militants de l'Union départementale de FO des Bouches-du-Rhône se retrouvaient mardi devant la préfecture de région à Marseille. Les salariés des raffineries comme des agents territoriaux d'Aix-en-Provence avaient fait le déplacement. Comme leurs homologues, ils réclament des hausses de salaires. A.B.

L'ÉVÉNEMENT

DANS LA RÉGION



MARSEILLE

▲ Des élèves des lycées généraux Saint-Charles (photo), Montgrand, Thiers et Marie-Curie se sont joints au mouvement.

ARLES

▼ Enseignants et lycéens se sont retrouvés mardi matin pour bloquer l'entrée du lycée professionnel Montmajour.



SAINT-MAXIMIM

Tous les professeurs de la section professionnelle du lycée Janetti ont bloqué l'entrée de l'établissement mardi. Une partie d'entre eux a ensuite participé au rassemblement à Marseille. « Ce gouvernement prévoit la destruction programmée du lycée professionnel », a regretté Sébastien Laternois, professeur de mathématiques et délégué CGT Éducation.



AVIGNON

▲ Près d'une cinquantaine de personnes, à l'appel de FO, CGT et FSU, s'est rassemblée devant la direction académique. « Il y a eu une écoute réelle avec prises de revendications remontées au rectorat », note Charles Boulanger, du SNETAA FO.

Unis contre la réforme des lycées pro

MARSEILLE

Pas moins de 5 000 manifestants défilaient contre la réforme des lycées professionnels à Marseille. Tous dénoncent une politique libérale à l'œuvre dans l'éducation.

Instruire des élèves n'est pas produire de la main-d'œuvre. Ce message, inscrit sur une pancarte aperçue lors de la manifestation marseillaise contre la réforme des lycées professionnels, résume bien les enjeux de la mobilisation du jour. À l'appel d'une intersyndicale des organisations de l'Éducation inédite (lire notre dossier du 12/10), bien d'autres organisations avaient rejoint la manifestation : salariés des Finances publiques, de Carrefour et même du secteur de l'énergie... Toujours dans l'optique d'une

hausse générale des salaires et pour la défense du droit de grève. Mais c'était bien la question des lycées professionnels qui était principalement dans les têtes.

« Il y a une grande colère de la part des enseignants des lycées professionnels. Depuis le 14 juillet et le discours du président de la République, ils se sentent pris en otage. Les mots prononcés par ce dernier sont durs : il a caractérisé notre travail comme un « immense gâchis collectif ». C'est une forme de mépris de classe, voilà comment il considère les 650 000 élèves scolarisés chez nous ! Un enfant sur trois ! », s'insurge Nicolas Voisin, secrétaire académique du SNUEP-FSU, syndicat de l'enseignement professionnel. Preuve de la colère des enseignants : la grève est annoncée majoritaire sur les établissements avec même 90 % de grévistes sur certains. Pour rappel, Emmanuel Macron prévoit une augmentation des heures de stages en entreprises pour les élèves de ces lycées, au



Ils étaient 5 000 manifestants selon les organisations syndicales à être dans la rue à Marseille, 2 200 selon la préfecture. PHOTO A.B.

détriment, de fait, de l'enseignement. Magali Hidalgo, cosécétaire départementale de la CGT Educ'action dénonce une « politique thatcherienne ».

« Mettre les élèves au service du patronat »

« Les élèves ont le droit d'avoir un enseignement de qualité. On est là sur une réforme hors-sol. À l'heure actuelle, c'est déjà difficile de trouver des stages qua-

litatifs, on se retrouve avec des élèves en génie civil qui font des formations dans des boulangeries pour compléter les stages », pointe-t-elle. « Le gouvernement veut régionaliser, localiser la formation professionnelle et ainsi la mettre au seul service des intérêts du patronat local. Aujourd'hui, 60 % des élèves poursuivent leurs études après le CAP et le Bac. Demain l'objectif est clair : fermer toutes les

filières qui ne donnent pas immédiatement accès au marché de l'emploi », abonde Nicolas Voisin. Même l'Unsa est vent debout contre cette réforme : « Les syndicats de l'Unsa ne sont pas toujours dans la rue. C'est un signal fort à envoyer : l'union de tous les syndicats contre cette réforme », expose Carole Gelly, secrétaire régionale de l'Unsa Éducation.

Amaury Baqué

Le Snudi FO s'affiche en mode offensif

À l'occasion de son assemblée générale annuelle, mardi, le syndicat fait le point sur les dossiers chauds.

Pas moins de 100 militants du Snudi FO 13 se retrouvaient, mardi, à la vieille Bourse du travail de Marseille.

Et ce, pour un événement d'importance dans la vie du syndicat : l'assemblée générale annuelle des syndiqués, dans la foulée de la manifestation du jour autour des lycées professionnels. Premier syndicat de l'enseignement pour FO et troisième en termes de re-



Les syndiqués du Snudi FO lors de l'assemblée de mardi. PHOTO DR

présentativité, l'organisation a du pain sur la planche, alors que se dérouleront les élections professionnelles début décembre. « On est en ordre de marche », résume Franck Neff, secrétaire départemental de l'organisation qui rassemble enseignants, directeurs, AESH et psychologue de l'Éducation nationale.

Une hausse des salaires dans le viseur

Il se positionne comme « le syndicat qui va préserver l'école de la République » face aux attaques que l'Éducation nationale subit. « On demande l'abandon pur et simple de l'expérimentation mar-

seillaise. De même que nous militons pour une ouverture des négociations, en vue de l'augmentation du point d'indice à minima à hauteur de l'inflation », développe-t-il. Et pour cause : « Les AESH ont un revenu en dessous du seuil de pauvreté et les enseignants n'ont pas cessé de perdre en pouvoir d'achat depuis 20 ans, ils sont nombreux à nous dire qu'ils ont des difficultés à boucler les fins de mois. » L'assemblée générale en a aussi profité pour adopter une motion de soutien à la mobilisation contre la réforme des lycées professionnels et au personnel des raffineries. A.B.

L'ÉVÉNEMENT

« Nous devons incarner la CGT qui dure »

SYNDICALISME

La CGT des Bouches-du-Rhône tient pendant trois jours son 58^e congrès départemental à la Halle de Martigues. L'occasion d'une réflexion sur l'avenir et les objectifs de la confédération.

Au micro devant les plus de six cents délégués installés dans l'immense Halle de Martigues, Olivier Mateu, le secrétaire général sortant de la CGT des Bouches-du-Rhône, pose les enjeux. « *Aucun débat ne doit nous faire peur.* » Des débats cruciaux, alors que le syndicat tient, du 18 au 20 octobre, son 58^e congrès départemental, en amont du 53^e congrès confédéral qui se tiendra au mois de mars prochain à Clermont-Ferrand.

Pour orienter cette réflexion stratégique sur l'avenir du syndicat, une table ronde était organisée, lundi après-midi, sur le thème de la place de la CGT dans le mouvement social et ses objectifs, animée par Léo Purguette, président et directeur éditorial de *La Marseillaise*.

« *Quelque chose doit interpeller les camarades* », alerte Baptiste Talbot, coordinateur de la Fédération CGT des services publics, parmi les invités du congrès départemental. « *Nous retombons dans les étagères des plus bas des forces syndiquées et nous préparons un congrès important : la CGT est à la croisée des chemins.* »

Des chemins, l'historien Stéphane Sirot, spécialiste du syndicalisme et des relations sociales, en distingue deux. Un syndicalisme d'héritage chrétien incarné par la CFDT, « *qui considère la lutte des classes*



Une table ronde se tenait mardi après-midi à la Halle de Martigues sur la place de la CGT dans le mouvement social et ses objectifs. PHOTO Y.S.

comme nulle et non avenue » et qui vise une harmonie sociale. Et la CGT, « *qui repose sur une culture de lutte des classes et qui considère que c'est par le rapport de force qu'on obtient des concessions des dominants* », résume-t-il.

Combat du quotidien et changement de société

Parmi les invités de la table ronde c'est la seconde voie qui est choisie. « *Certains pensaient que moins on se concentrait sur la classe sociale, plus on aurait la masse* », témoigne Marcel Carbasse, secrétaire général de la CGT des Bouches-du-Rhône pendant près de vingt ans. Et de trancher : « *Ils avaient faux.* »

« *Nous sommes dans une phase de clarification politique, et les syndicalistes ne peuvent pas y échapper* », enchaîne Gilles Fournel, secrétaire du comité régional CGT Paca. Alors dans ce contexte, le syndicat doit retrouver une méthode d'organisation interne et retravailler son rapport à la politique. « *Nous devons faire le lien entre le combat du quotidien et le changement de société* », défend-il.

« *La question, en permanence, c'est quel est l'apport de la CGT sur l'ensemble des sujets, qu'ils soient sociaux, économiques, industriels ou environnementaux* », appuie Olivier Mateu. Accusé lors d'un débat sur BFM Marseille par le président du

Medef local d'être de la « *tendance dure* » de la CGT, il réplique : « *Je ne sais pas si on est de la tendance dure mais nous devons incarner la CGT qui dure, pour empêcher les mauvais coups du quotidien et participer à la transformation de la société.* »

Deux jambes sur lesquelles il compte bien s'appuyer, « *parce que ça va plus vite qu'à cloche-pied* ». Pour la première, il faut « *retrouver les réflexes d'organisation* », pour recréer un rapport de force. Pour la seconde, « *nous devons être en capacité de porter n'importe où et avec n'importe qui nos propositions* » pour faire bouger les lignes politiques. Mais à une seule condition, avertit-il : « *Ne pas lais-*

Les droits collectifs en débat

Les échanges du congrès départemental de la CGT se poursuivent mercredi dès 8h à la Halle de Martigues. Après une matinée consacrée à la discussion générale et aux interventions des délégués du département, les participants éliront les membres de la commission exécutive, l'organe qui coordonne et anime l'activité départementale du syndicat.

S'ensuivra ensuite une table ronde qui se tiendra sur le thème : « *emploi à statuts, droits et garanties collectifs, enjeux pour le progrès social* ». Des échanges qui seront animés par Françoise Verna, rédactrice en chef adjointe de *La Marseillaise*. Y.S.

ser à la porte l'identité de la CGT. »

« *Nous pouvons faire profiter les uns et les autres de notre réflexion* », souligne le secrétaire général sortant de la CGT 13, y compris sur les questions sur les questions d'environnement, « *trop sérieuses pour être laissées aux écologistes* ». Il prend ainsi l'exemple du développement de l'hydrogène, porté il y a déjà trente ans par la fédération CGT des industries chimiques et désormais, porté par les travailleurs de la centrale de Gardanne.

« *Un outil comme la CGT, conclut-il, on le sauve quand on s'en sert.* »

Yves Souben

La lutte des éboueurs, un exemple pour l'avenir

Le 58^e congrès départemental de la CGT tire le bilan de quatre années de luttes. Parmi celles-ci, celle des éboueurs de la métropole a été saluée comme une base pour l'avenir du syndicat.

Regarder vers le passé pour préparer l'avenir. Au pupitre du congrès départemental, Patrice Kantarjian, secrétaire de la CGT 13, a tiré le bilan des mobilisations syndicales depuis 2019. Il insiste : « *Nous devons nous baser sur les victoires.* » Et d'énumérer les combats des salariés de l'ex-SAD, de la cen-



Véronique Dolot, coordinatrice des sections de collecte du syndicat CGT de la Métropole. PHOTO Y.S.

trale de Gardanne et des éboueurs de la métropole.

Pour le syndicaliste, la mention de ce long mouvement social n'est pas anodine. Dans ces services éclatés à travers le territoire, la CGT, qui n'était que le quatrième syndicat représentatif, a doublé ses effectifs, se réjouit-il. Mais la victoire obtenue ouvre surtout de nouveaux droits pour les salariés de la collecte de déchets dans toute la France.

Un écho avec la grève des raffineries

« *Grâce à nous, tous les éboueurs de France peuvent réclamer 15 % de pénibilité* », résume Véronique Dolot, la coordinatrice des sections CGT de la col-

lecte des déchets de la Métropole, à la suite d'une intervention.

Pour elle, « *cette lutte a été exemplaire* ». À partir de six militants de terrain et de revendications posées un an plus tôt, le syndicat a accompagné un mouvement long de 82 jours, malgré les réquisitions et la signature d'un accord par les syndicats non-grévistes. « *On peut comparer avec la pétrochimie* », sourit Véronique Dolot.

Alors aux yeux des militants syndicaux des Bouches-du-Rhône, cet exemple doit servir de base pour l'avenir. « *C'est emblématique de la possibilité de transformer nos manières de lutter* », appuie la syndicaliste. Y.S.